



MAE, mars 2018. De g. à dr.: Le roy Herr Marchial et ses 3 derniers mousquetaires: Henry Lavocat vazaha; Jeanerick, le constitutionnaliste valant des milliards et Jao Baba, l'amuseur public en perdition. Qui se ressemblent finissent par s'assembler... (Photo: Présidence)

D'habitude, c'est plutôt la phrase «légitime défense» qui est la plus entendue de par le monde. Mais, en cette année 2018 devant être celle d'une élection présidentielle pour les Malgaches, Madagascar est plutôt le théâtre d'attaques illégitimes du régime Hvm qui semble mettre les bouchées doubles dans ce domaine, comme s'il avait le diable aux fesses. Explications.

Dans une république «normale», démocratique en prime, à quelques mois de la fin d'un mandat, tout pouvoir en place ne devrait que se consacrer aux affaires courantes, laisser la place à l'organisation des élections à une entité créée pour, en lui facilitant la tâche, et se consacrer à sa campagne en respectant les règles déjà établis en 2013, si l'on veut se présenter à nouveau. Mais dans la Grande île de l'océan Indien, depuis le 25 janvier 2014, plus rien n'est respecté dans la gestion des affaires de l'État. Une fois le discours plagié prononcé à Mahamasina ce jour-là, les Malgaches ont connu, dès le soir, un aperçu percutant de ce qui a ponctué, ponctue et ponctuera encore leur vie au quotidien. Voici le compte-rendu de «*Jeune Afrique*»

à l'époque:

«L'explosion d'une grenade samedi à Antananarivo a fait un mort, un enfant de deux ans, et près de quarante blessés, à proximité du stade où venait d'avoir lieu le même jour l'investiture du nouveau président malgache Hery Rajaonarimampianina»

. Interrogé pour savoir si l'attentat était dû à des gens s'opposant à son accession à la présidence, M. Rajaonarimampianina a répondu:

«Pour l'instant, laissons les enquêteurs faire leur travail, puis après on verra. Mais je pense que ce qui est important à dire, c'est que c'est de la violence, et on ne peut tolérer qu'il y ait une telle forme de violence

Il y a un État de droit, il y a l'autorité de l'État qui est là, on ne peut pas accepter une telle violence».

Quatre ans plus tard, l'État de droit a fait place à un État de non-droit tous azimuts et on ne connaît toujours pas le ou les auteurs de cette explosion du 25 janvier 2014 qui a fait des petits, agrémentés de kidnappings et autres attaques à main armée sur toutes les routes nationales de Madagascar. Quant à l'insécurité rurale et urbaine, à croire qu'il n'y a aucune force de l'ordre dans le pays: le désordre y règne en maître. Énumérer tout cela ici serait fastidieux et prendrait trop de place mais, pour rappel, le 26 juin 2016, encore à Mahamasina, une explosion a fait 2 morts et 72 blessés, lors du concert organisé dans le cadre des fêtes de l'Indépendance. Jusqu'à aujourd'hui, mercredi 11 avril 2018, aucune enquête n'a abouti à quoi que ce soit permettant de punir les auteurs et commanditaires réels de tous ces crimes ayant causé mort d'hommes. Même topo pour les affaires de kidnappings et autres trafics des ressources naturelles et minières du pays. Quant aux nombreux accidents mortels de la circulation, la corruption fait aussi son œuvre ici, hélas. Tout cela correspond parfaitement à des attaques illégitimes sur la nation malgache toute entière qui ne rencontrent aucune «résistance» (actions et arrestations) de la part du pouvoir en place où personne n'est responsable -du ministre au planton- car c'est toujours la faute des autres. Des «déstabilisateur
surtout.

Mais cela s'aggrave lorsque ce sont les populations qui se trouvent directement touchées. Ces attaques illégitimes sont, dans les grandes lignes: l'augmentation des prix des produits de premières nécessités, particulièrement du riz, aliment de base de Malgaches; la hausse du prix des carburants à la pompe (4.000 ariary l'essence depuis le 8 avril dernier après un «poisson d'avril» de 4.020 ariary le 1er avril); l'accaparement de terres et de terrains sans rime ni aucune raison que celle du plus riche et du plus fort avec la complicité d'une partie des forces armées et d'une frange de juges corrompus; le non-respect de décisions de justice; le déni de justice; l'abus de pouvoir et la violation des droits fondamentaux humains dont l'entrave à la libre circulation des citoyens et le non-respect de l'intégrité physique et morale d'une personne; le mépris affiché pour tout ce qui n'est pas Hvm; la protection présidentielle de députés réputés corrompus. Ce dernier fait d'arme a eu lieu à Andiolava où le filoha a déclaré que *«l'adoption des lois électorales par l'Assemblée nationale, est une victoire de la démocratie»*. Quelle démocratie ?...

Les dirigeants du régime Hvm sont-ils devenus fous? se demande-t-on dans les chaumières. En fait, ce n'est pas tout à fait exact. Ils se sentent, bien au contraire, très puissants, intouchables, éternels, au summum de leur gloriole. Or, tous les faits décrits plus haut démontrent une faiblesse gigantesque: celle de couards dont le pouvoir n'est plus maintenu que par de l'argent en milliards d'ariary mal acquis et une poignée d'officiers généraux achetés mais qui détourneront le canon de leurs armes à la première bourrasque populaire. Hery Rajaonarimampianina a perdu sa légitimité de président de la république élu en 2015 à travers une déchéance qui a été écartée grâce à l'habileté machiavélique d'un [Jean Eric Rakotoarisoa](#) qui

compte faire un

bis repetita

(après avoir entendu le filoha Hary à Andiolava, c'est pressenti à moins d'un miracle réellement divin), en ce qui concerne les projets de lois électorales qui entraîneront sa chute et celle de ce régime barbare

«*manabarabara*»

. Au passage, je rappelle que, dans la langue française, le mot « barbare » a deux sens principaux: sauvage, non cultivé et cruel (in Centre national français de ressources textuelles et lexicales). Quant à

«*manabarabara*»

, cela signifie se foutre de la gueule des gens.

Et ce mot « barbare » prend tout son sens, après avoir entendu Hourcine Arfa dans une vidéo, quant au comportement du filoha Hery. Je reprends, ici, un extrait de l'article, d'hier (La Gazette de la Grande île du 10 avril 2018) de notre confrère M. Gaspard, à propos de cette vidéo: «(...) *Sur le fond, c'est la première fois qu'un étranger a l'audace de dénoncer le manque d'humanité du Chef de l'Etat malgache. Pour rappel, Hery Rajaonarimampianina a refusé d'écouter les supplications de l'épouse d'Houcine Arfa lorsque ce dernier était derrière les barreaux. Une fois de plus, le Chef de l'Etat apparaît comme un homme qui est passé maître dans l'art de trahir ses amis et de se fabriquer des ennemis*»

. Manquer d'humanité signifie être barbare. Point barre.

Comme si tout cela ne suffisait pas, un personnage totalement insignifiant est venu gâcher ce tableau déjà infect et infesté de parasites en tous genres. Je nomme ici, Henry Rabary-Njaka bombardé ministre des Affaires étrangères, après avoir été doublement limogé de ses postes de Directeur de Cabinet de la Présidence et de PCA d'Air Madagascar où il a commencé à étoffer son bas de laine avec des surfactures que vous pourrez voir dans les archives de madagate.org. Ci-après, avant toute chose, un extrait de son discours, à l'occasion de la commémoration du 29 mars 2018: «*Il y a 71 ans, le 29 mars 1947, nos vaillants patriotes, poussés par cette soif profonde de liberté, révoltés par cette discrimination*

foulant aux pieds les droits humains fondamentaux

, mobilisés et avec pour seules armes fusils, lances, pioches et surtout une conviction commune inébranlable, s'en sont allés défier

l'Ogre colonial

. Ils sont tombés en héros et la marche inéluctable vers l'Indépendance doit énormément à leurs sacrifices. C'est pour ça que Madagascar et le Peuple Malagasy ne les oublieront jamais. Leur mémoire nous renvoie en pleine figure le sens du sacré, ce qui est beau en nous, Malagasy, notre patriotisme. Elle nous rappelle cette exigence; la nécessité de se donner la main si nous voulons atteindre le même objectif, le développement. 71 ans après, nos aînés nous regardent de là où ils sont de ce que nous faisons de notre patriotisme. Nous sommes sortis en 2013 d'années d'errements et de crises politiques cycliques néfastes au développement en optant pour la démocratie, les libertés, la bonne gouvernance pour faire la

guerre contre la pauvreté, la corruption, l'insécurité, le mal. Nous ne pouvons continuer à avancer que si nous arrivons tous à fédérer ce patriotisme enfoui en chacun de nous»



Plus démagogue qu'Henry Rabary-Njaka, tu meurs! Car celui qui se prétend, actuellement patriote, et qui a osé prononcé ces phrases à la Kim Il Sung, s'est enfui de Madagascar dans les années 1980. «*Pour fuir la dictature Ratsiraka*», m'a-t-il précisé lors d'un entretien que nous avons eu à l'hôtel Carlton, peu de temps après l'investiture du filoha Hery, son complice et patron. Après des escales clandestines en Afrique francophone, il est resté 30 ans en France et y a même acquis la nationalité de l'Ogre colonial dont il parle dans son pompeux discours. Quel bel exemple de patriotisme, n'est-il pas?... N'ayant pas froid aux yeux, Me Henry Rabary-Njaka (car il est inscrit au barreau de Paris) a osé intituler son ministère:

«Locomotive du développement à travers la diplomatie économique»

. Qui vivra verra. Mais est à croire qu'il est écrit quelque part que toutes les conneries de ces pieds nickelés au pouvoir à Madagascar seront révélées à la face du monde. En effet, ne voilà-t-il pas que, piquée au vif par un article du prestigieux magazine

«Jeune Afrique»

, qui ne lui convenait pas, sa direction de la communication (sous ses ordres bien évidemment) a osé traiter de

«torchon»

cet hebdomadaire panafricain édité à Paris et fondé par le Tunisien Béchir Ben Yahmed en 1960. Un

«torchon»

et autres qualificatifs encore, où avait travaillé notre regretté aîné Sennen Andriamirado (1945-1997), rédacteur en chef bien malgache, authentique patriote connu pour ses biographies de Thomas Sankara:

«Il s'appelait Sankara»

et

«Sankara le Rebelle»

Mais, sous la révolution socialiste, le président Didier Ratsiraka a fait fermer définitivement, l'immeuble, alors dénommé aussi «*Jeune Afrique*», qui se trouvait 58, rue Tsiombikibo à Ambatovinaky Antananarivo. Plus de «*Jeune Afrique*»

pour les lecteurs malgaches et, à l'époque, il n'y avait pas Internet. Et voilà encore une illégitime attaque du régime Hvm, envers le journalisme africain, cette fois-ci. Partant de cela, le ministre des étrangères Affaires, Henry Rabary-Njaka, va-t-il aussi interdire «*Jeune Afrique*»

à Madagascar? A quoi alors ça lui a servi de fuir un dictateur si c'est pour se conduire comme lui, et acquérir la nationalité de l'Ogre colonial en prime? Patriote, hein? Tttssss. Opportuniste incompetent et colonisé à vie plutôt. Il est là (ministre des Affaires étrangères) parce qu'il a porté avec efficacité le manteau (littéralement, et j'ai une vidéo à ce sujet) du PCA d'Air Madagascar sous la Transition 2009-2014, qui n'était autre que le ministre des Finances et du Budget, Hery Rajaonarimampianina). Karl Marx, dans «*Le manifeste du parti communiste*»

, en 1847, a bien eu raison d'avoir écrit:

«Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre»

Les aléas de l'Histoire de l'Humanité sont également très étranges, voire insondables comme les voies du Seigneur. Mais c'est certainement pour qu'au final, ceux qui se ressemblent s'assemblent toujours? Qui sait? Saviez-vous alors que le magazine «*Dans les Médias Demain*» ou DMD, où

l'actuel président de la Haute cour constitutionnel, Jean Eric Rakotoarisoa travaillait, -de temps à autre grâce à feu tonton Honoré Razafintsalama-, comme rédacteur en chef, avait ses bureaux dans cet immeuble

«*Jeune Afrique*»

d'Ambatovinaky? Hery, Henry, Eric. Il y avait bien trois mousquetaires? Avec Jaobarison Randrianarivony, le compte est bon mais un seul a été élu par le peuple, le premier ayant été un candidat de substitution. Franchement, qu'espèrent donc cette clique d'usurpateurs? D'attaques en attaques illégitimes, le peuple malgache va finir par user de sa légitime défense. Les statistiques scientifiques ne mentent jamais... A ce moment-là, les gars, on va voir comment se comportera cet Henry qui prétend être patriote mais qui a acquis, déjà, un petit jet... Et même deux, paraît-il. Pour son patron, ce n'est pas confirmé, mais espérons, pour eux deux, qu'ils pourront quitter le pays sans encombre. Car à ce moment précis, leur salut sera la fuite. Ce qui n'a jamais constitué un scoop pour les apprentis Idi Amin Dada. Mais l'Histoire les rattrapera toujours. Et son tribunal est déjà dressé, en ce moment même, qui commence à juger. Les juger tous.

Jeannot Ramambazafy – Article également publié dans «*La Gazette de la Grande île*» du mercredi 11 avril 2018

Les enjeux pourris des candidats à la présidence

